

# Oslo, histoire d'un échec

Club de Lecture du CPJPO  
par Eliane ALGRAIN et Monique LANGEVIN  
20 janvier 2022 à 19h



# **O S L O, histoire d'un échec – Plan**

- A. Antécédents et situation avant Oslo – contexte d'Oslo – partenaires**
- B. Accords proprement dits : définition – cartes – étapes**
- C. Ce qui a provoqué l'échec des Accords**
- D. Actualité des Accords d'Oslo et alternatives**
- E. Questions d'éclaircissement, de complément**

## Pourquoi Oslo ?

C'est l'OLP qui a choisi la Norvège pour jouer un rôle de **facilitateur** se basant sur leur proximité avec les Etats-Unis.

Les Norvégiens n'étaient pas forcément d'accord avec les propositions israéliennes : ils ont toutefois travaillé sur la base des demandes israéliennes, accepté les "lignes rouges" israéliennes et pris en compte les préoccupations israéliennes de sécurité.

## A. Antécédents et situation avant Oslo

- ❑ avant 1947 : **occupation britannique** et **résistances** (suite au déclin et à la chute de l'Empire Ottoman ; en 1920, le mandat sur la Palestine est confié à la Grande Bretagne qui a facilité le projet sioniste).
- ❑ 1948 : **partage de la Palestine** par l'ONU. **Création de l'Etat d'Israël** et « **Nakba** » (catastrophe) **pour les Palestiniens** : destruction de 450 villages, expulsion de 700.000 Palestiniens, naissance du problème des **réfugiés**.

# Antécédents et situation avant Oslo

- ❑ 1964 : création de l'OLP : Organisation de libération de la Palestine : organisation palestinienne politique et paramilitaire qui s'est illustrée par des actions armées contre Israël dès 1965. Idéologie : lutte pour un Etat palestinien.

Elle est composée de plusieurs organisations palestiniennes, dont le Fatah, le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), et le Front démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP). En 1988, l'OLP reconnaît le droit d'Israël à vivre « en paix et en sécurité » et renonce totalement au terrorisme.

- ❑ 1967 : Guerre des Six Jours (déclenchée par Israël) : l'Égypte perd la Bande de Gaza et le Sinaï ; la Syrie est amputée du Plateau du Golan et la Jordanie de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

Conséquences : occupation complète de la Palestine par Israël et présentation du « Plan Allon » ; Jérusalem est déclarée par Israël « capitale éternelle et indivisible d'Israël et la colonisation se développe.

# Antécédents et situation avant Oslo

- ❑ entre 1967 et 1993 : guerres, grèves, terrorisme ...
- ❑ 1978 : Accords de Camp David
- ❑ 1982 : Massacre de Sabra et Chatila
- ❑ 1987 : Première Intifada et répressions
- ❑ 1988 : Arafat proclame l'Etat de Palestine, souscrit aux résolutions 242 et 338 de l'ONU et déclare renoncer totalement au terrorisme. L'OLP reconnaît alors le droit d'Israël à vivre « en paix et en sécurité » .
- ❑ 1991 : Conférence de Madrid suite à la Guerre du Golfe
- ❑ 1992 : victoire du parti travailliste de Rabin

# Contexte d'Oslo

- **Optimisme** où toutes les utopies semblent possibles. Tout le monde voulait croire à la paix. Même limité et asymétrique, tout le monde espérait que ce processus ouvrirait une nouvelle ère de paix.
- **Illusion dangereuse** car faible préparation à une véritable paix des 2 côtés. L'OLP Tunis venait de l'extérieur et ne connaissait pas la situation de la Palestine : ni Arafat, ni aucun de ses partenaires palestiniens, n'ont jamais vu de colonie israélienne
- **Rapport des forces fortement défavorable aux Palestiniens** : Israël a dominé les négociations, imposé ses cartes et sa vision et la puissance américaine est alignée sur les demandes d'Israël.
- **L'OLP** créée en 1964 est en crise sur les plans diplomatique et économique.

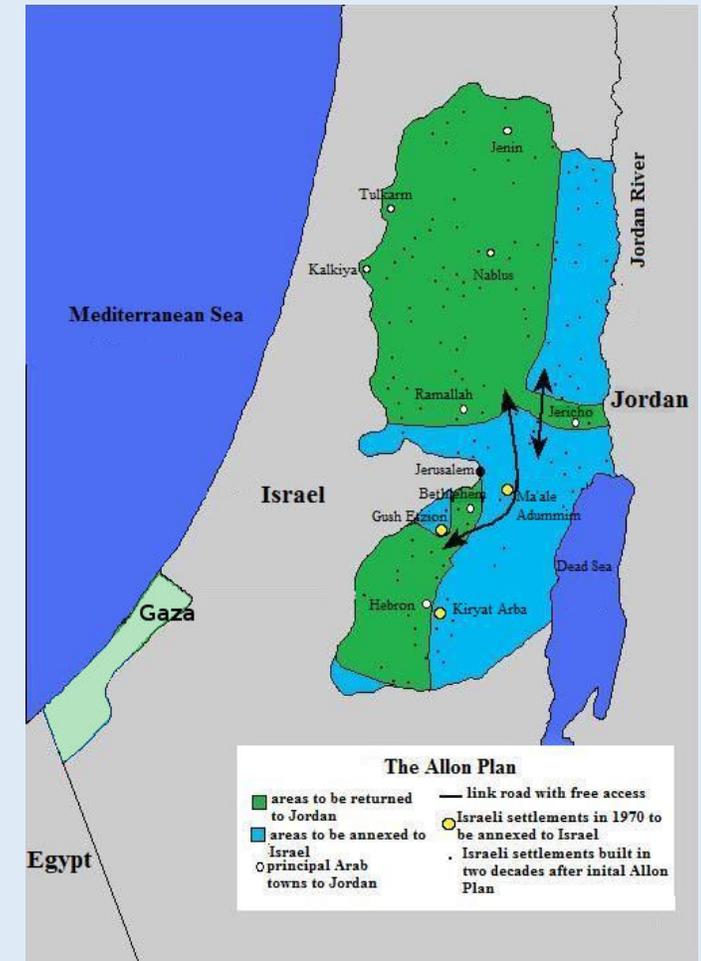
# Partenaires

- Beaucoup de personnalités et d'acteurs politiques de divers niveaux sont intervenus avant, pendant et après les négociations secrètes et publiques, tant du côté israélien que du côté palestinien (sans oublier les EU, acteur-clé en coulisses) :
  - Côté israélien : Yitzakh Rabin (1<sup>er</sup> Ministre), Shimon Pérès (Min des Aff étrangères), Yossi Beilin ( parlementaire à la Knesset) etc.
  - Côté palestinien : Yasser Arafat (dirigent de l'OLP), Ahmed Quoeri (secrétaire général de l'OLP), Mahmoud Abbas etc.
  - Côté norvégien : Jan Egzland, (député), Johan Jorgen Holst ...
- Ce n'est qu'après l'acceptation par Israël de l'OLP comme partenaire de négociation, suite à la 1ère Intifada, que des négociations sérieuses ont pu commencer.

## B. Les Accords d'Oslo : Définition – étapes et leur corollaire : Le Protocole de Paris

**Préalable** : l'option d'Israël s'est incarnée dans **le Plan Allon** adopté par les travaillistes (du nom du vice Premier Ministre en 1967) ; il comprend :

- occupation militaire prolongée
- le maximum de terres et le minimum de Palestiniens
- évacuation des zones peuplées
- annexion par réquisition de terres
- création d'implantations israéliennes
- et enclaves palestiniennes



Au regard de ce plan, on peut deviner la suite ...

**L'esprit d'Oslo** supposait, durant la période de transition de 5 ans :

- apporter une **solution « étape par étape » au conflit israélo-palestinien et la création à terme d'un Etat palestinien ;**
- une **évacuation militaire** de l'immense majorité des territoires palestiniens occupés ;
- après les Accords d'Oslo, **la paix devait être définitive**. En 1999 les Palestiniens auraient dû disposer d'un État.

# Bases

Ils sont eux-mêmes basés sur les Accords de Camp David de **1978** :

Ils comprennent deux accords-cadres :

- Un accord de paix avec l'Égypte et le retrait du Sinaï
- Un 2<sup>ème</sup> accord qui prévoyait une autonomie transitoire de la Cisjordanie et de Gaza sur base de la résolution 242\* ; accord rejeté par Israël

*\*(rés 242 : retrait des forces armées israéliennes des TO et reconnaissance de la souveraineté de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région, et leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues).*

# Bases

Ils s'inspirent de la Conférence de Madrid de **1991** soutenue par les Etats Unis et l'Union Soviétique.

Après la guerre du Golfe, la priorité pour Washington est la stabilisation des acquis de la Guerre du Golfe (dont le pétrole) qui achoppe sur le problème palestinien ; les USA décident donc d'intervenir pour régler ce problème...

C'est la première tentative de la communauté internationale pour engager un processus de paix par des négociations entre Israël et les pays arabes dont la Syrie, le Liban, la Jordanie et les Palestiniens.

# E t a p e s : 8 dates marquantes

- En **1993**, **pourparlers secrets** entre Israël et l'OLP» (suite à la conférence de Madrid). Ironie de l'Histoire : Washington a été tenu à l'écart de ces pourparlers).
- **1993 : Lettres de reconnaissance mutuelle** : l'OLP reconnaît Israël et le gouvernement israélien reconnaît l'OLP comme représentante légitime du peuple palestinien. Il s'agit **du premier accord entre les Palestiniens et Israël depuis la création de l'Etat d'Israël**. Cette reconnaissance signifie l'acceptation de parler à visage découvert à l'adversaire en le reconnaissant comme tel. Après 45 ans de guerre, c'est une décision historique.
- Ensuite, une **douzaine de rencontres formelles** auront lieu à Washington (**de 1991 à 1994**)

# Etapes

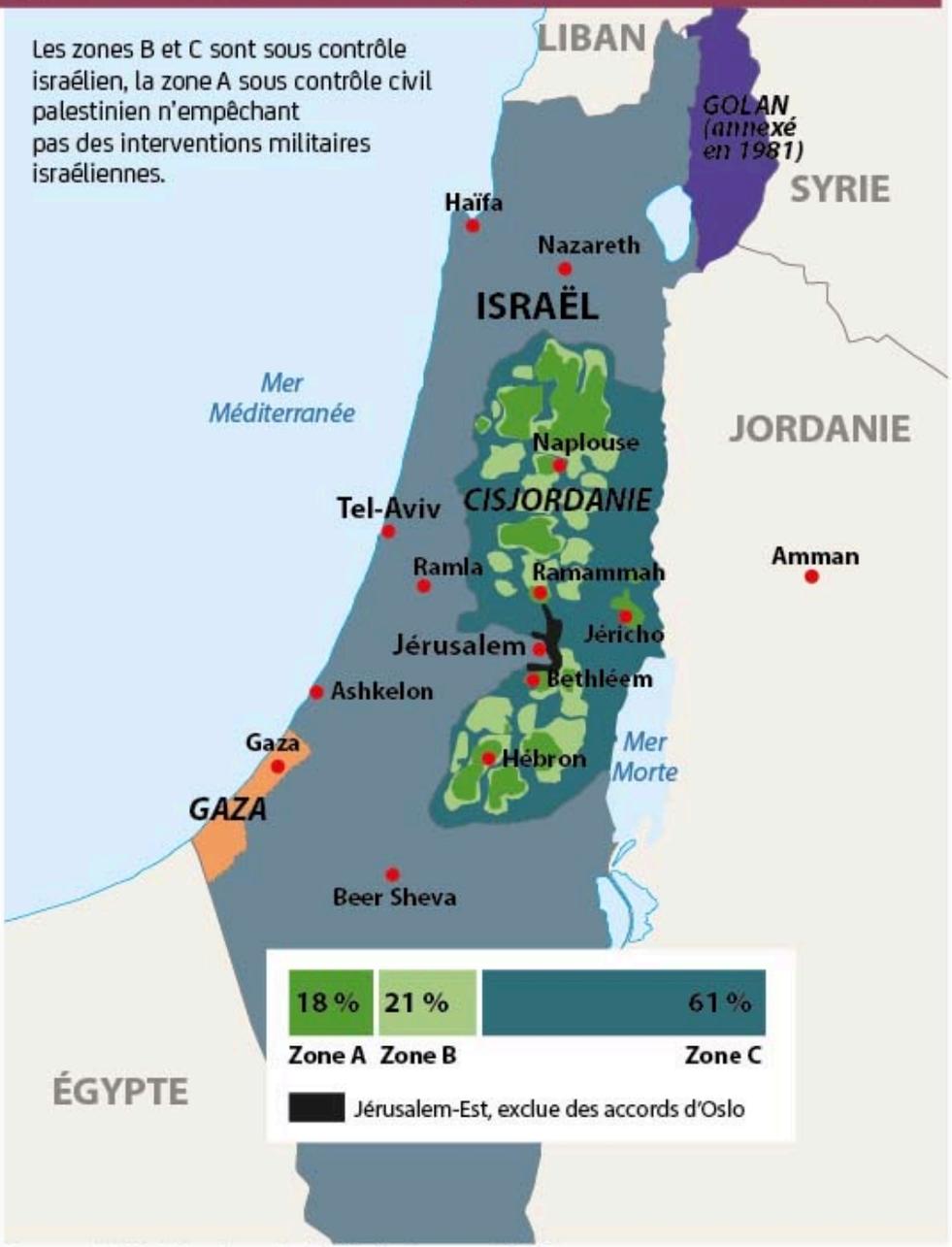
- **1993 : Déclaration de Principes** israélo-palestinienne sur des Arrangements Intérimaires d'autonomie en Cisjordanie et à Gaza (préparée à Oslo et signée à la Maison Blanche) = **1<sup>er</sup> processus de paix israélo-palestinien**. Un comité israélo-palestinien se réunira pour déterminer les conditions et les dates de « redéploiement » de l'armée.
- **1994 : Accord d'Oslo 1** (*accord de Jéricho-Gaza*) :
  - proposition de créer une Autorité palestinienne avec des pouvoirs limités (santé, éducation, culture, tourisme ...)
  - Pouvoirs, au Conseil palestinien élu, sur Gaza et la Cisjordanie (sauf sur les colonies, les emplacements militaires, les Israéliens et Jérusalem)
  - retrait partiel de l'armée
  - passage entre Gaza et la Cisjordanie
  - négociations sur le statut final prévu 3 ans plus tard
  - commission bipartite pour la gestion et le partage de l'eau

# É t a p e s

- **1994 : Le Protocole de Paris** assure à Israël le plein contrôle de l'économie palestinienne.
- **1995 : Accord d'Oslo II** (*Accord de Taba*) : accord-clé complexe sur l'avenir de la Palestine. Il comprend :
  - transfert du contrôle de certaines grandes villes à l'AP
  - transfert du pouvoir administratif d'Israël au Conseil palestinien
  - rôle et compétences d'un Conseil législatif palestinien avec prévision des premières élections de ce Conseil
  - dispositions organisant les relations économiques et la répartition de l'eau de Cisjordanie entre Israël et les Palestiniens
  - découpage négocié des territoires palestiniens en
  - **trois zones A, B, C** où les contrôles - israélien et palestinien s'appliquent de façon différente
  - phases du retrait de l'armée de certaines zones

Organisation territoriale de la Cisjordanie selon les accords d'Oslo

Les zones B et C sont sous contrôle israélien, la zone A sous contrôle civil palestinien n'empêchant pas des interventions militaires israéliennes.



Zone A : contrôle palestinien **sécuritaire et civil** sur 7 grandes villes mais l'armée israélienne conserve un pouvoir d'intervention

Zone B : contrôle **civil** palestinien sur 450 villages palestiniens de Cisjordanie ; contrôle militaire israélien

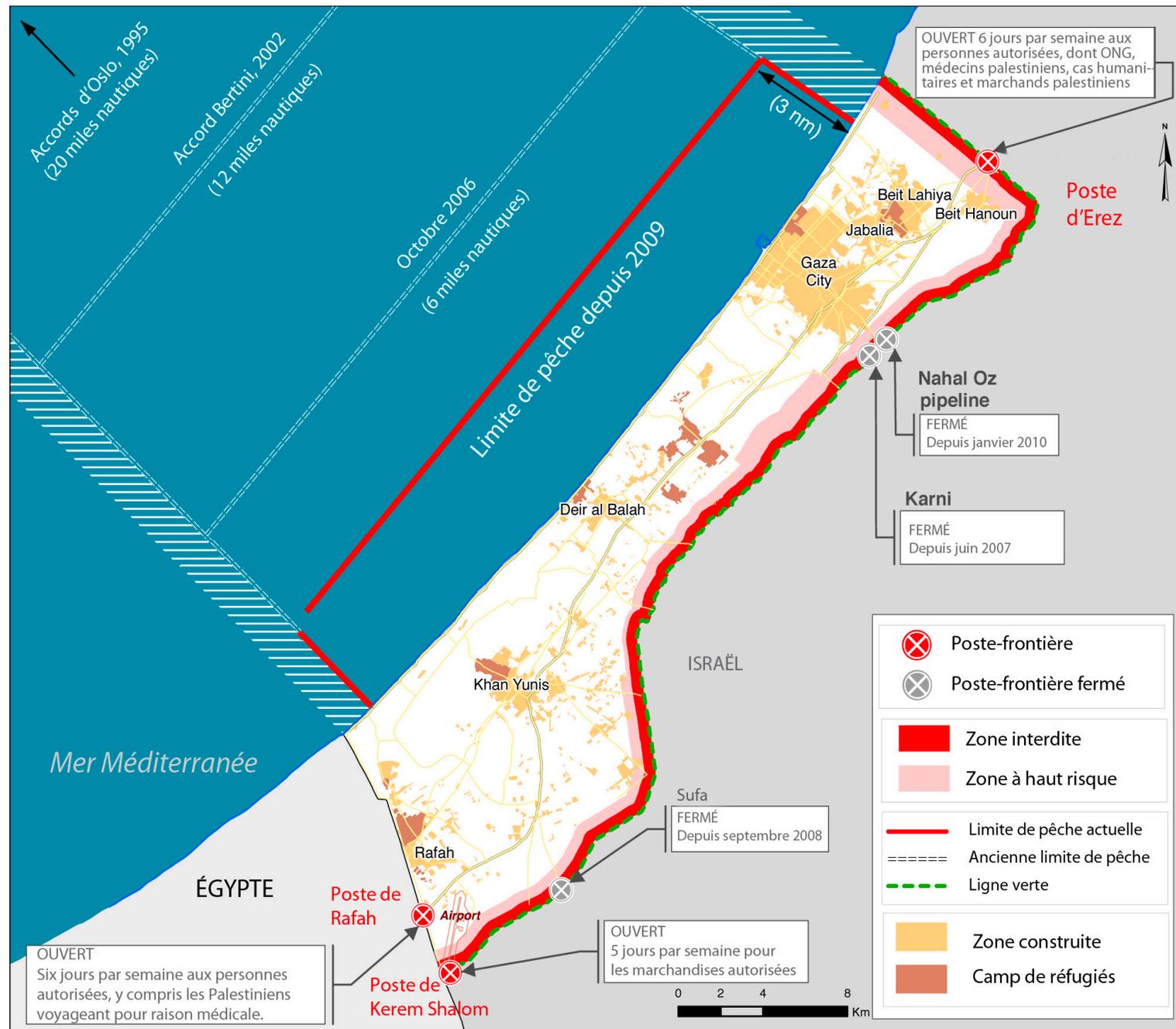
Zone C : contrôle israélien total , **civil et sécuritaire** sur des zones dites « stratégiques » et sur les colonies

La grande majorité des Palestiniens vit dans les zones A et B qui sont morcelées en une centaine d'enclaves entre lesquelles la circulation demeure sous le contrôle israélien + contrôle de toutes les frontières par Israël.

Source : in Manière de voir, n°157, février-mars 2018.



# Et Gaza ?



## Ce qui était prévu sur Gaza dans les Accords :

- un **passage** entre Gaza et la Cisjordanie (Oslo I)
- le « **redéploiement** » (et non le « retrait ») de l'armée des territoires occupés à commencer par Gaza et Jéricho (Oslo I)
- le **pouvoir du Conseil élu**, sur toute la Bande de Gaza (Oslo I)
- Le **retrait des colonies** de Gaza (Oslo II)
- Une **zone de pêche** jusqu'à 20 miles nautiques

## C. Ce qui a provoqué « l'échec » des Accords : Avant

Rabin et Pérès avaient fait **appel à l'OLP Tunis** et pas aux Palestiniens «de l'intérieur » parce que, à leurs yeux, l'OLP :

- est suffisamment affaiblie financièrement et politiquement pour accepter des accords aussi défavorables à la partie palestinienne ;
- a la légitimité suffisante dans les territoires occupés pour les faire accepter par la population ;
- dispose de l'appareil bureaucratique-militaire nécessaire à leur mise en œuvre.

## C. Ce qui a provoqué « l'échec » des Accords : Avant

Arafat et Rabin ont tenu des **propos remettant en cause ces Accords dès leur signature**

- Rabin en 1995 : la frontière de sécurité d'Israël sera dans la Vallée du Jourdain dans le sens le plus large du terme englobant ainsi les territoires palestiniens dont les Accords d'Oslo devaient établir l'autonomie.
- -Netanyahou en 2001 s'est vanté d'avoir fait échouer les Accords au moyen de fausses déclarations et d'ambiguïtés (pour » *mettre fin à l'emballement pour les lignes d'armistice de 1967* »).
- Arafat en 1993 : les Palestiniens recevront tout territoire qu'Israël leur remettra puis l'utiliseront comme tremplin pour procéder à d'autres gains territoriaux jusqu'à la libération totale de la Palestine.
- Israël s'est **appuyé sur le plan Allon** qui comportait déjà des raisons de l'échec.

## C. Ce qui a provoqué « l'échec » des Accords : en eux-mêmes

- **Échec programmé** : : processus par lequel on a tenté d'imposer aux Palestiniens de **renoncer à leurs droits et de renoncer à les revendiquer**, au nom d'une autonomie illusoire. Les « responsables » sont tous ceux qui ont entretenu **l'illusion d'un « processus de paix » que la réalité démentait chaque jour**. Mais, bien évidemment, la problématique centrale demeure la même depuis des décennies : l'occupation et la colonisation israéliennes, et le déni de droits pour les Palestiniens.
- Les Palestiniens reconnaissaient donc la légitimité d'Israël (et donc **leur propre dépossession**) comme **prémisse aux accords d'Oslo**.

## C. Ce qui a provoqué «l'échec » des Accords : en eux-mêmes

- **Déséquilibre des forces** : : l'écrasante **domination** des deux premiers acteurs (Etats-Unis et Israël), la soumission du troisième (l'OLP-Tunis) et **l'exclusion** du quatrième (la population des territoires occupés) dans le processus de négociations.
- **Transformation de la lutte palestinienne d'un combat de résistance au colonialisme en une tâche de gestion de l'occupation** par l'intégration de l'AP au dispositif de l'occupation ne permettant pas de lutter contre elle (puisque l'Autorité palestinienne devait maîtriser et réprimer toute résistance à l'occupation à l'intérieur de la Palestine).
- **Les Accords ne réglaient aucune des questions fondamentales** : frontières, réfugiés, Jérusalem, colonisation, occupation, autodétermination.

## C. Ce qui a provoqué «l'échec » des Accords : en eux-mêmes

- **La reconnaissance entre Israël et les Palestiniens n'était pas mutuelle ni équilibrée** dans les Accords. Les Palestiniens reconnaissaient Israël comme un Etat, mais Israël ne reconnaissait pas les Palestiniens comme un peuple et leur déniait tout droit à l'autodétermination.
- Les Accords **ne mentionnaient ni un Etat palestinien, ni la colonisation, ni le retour des réfugiés, ni le statut de Jérusalem, ni des frontières, ni les Palestiniens d'Israël.**

## C. Ce qui a provoqué «l'échec » des Accords : en eux-mêmes

- la Cisjordanie était morcelée en **64 enclaves séparées par les contrôles israéliens** empêchant les mouvements des personnes et des biens.

### Remarque :

Dès le début des négociations, Israël relançait la construction des colonies, d'un vaste réseau de routes rapides reliant les colonies à Israël (interdites aux Palestiniens), du « Mur » de séparation, la judaïsation de Jérusalem etc.



## C. Ce qui a provoqué l'échec des Accords : Après

- **1995** : **Assassinat d'Ytzak Rabin** et arrivée au pouvoir de Netanyahou, puis de Ehud Barak qui ont **bloqué toute application du plan de paix** et favorisé le développement des colonies.
- **1999** : la période intérimaire se termine sans accord de paix global.
- **2000** : **échec du Sommet de Camp David** : fin du processus d'Oslo : Barak reporte sine die le « redéploiement » de l'armée et les négociations sur le statut final. Les « offres généreuses de Barak » signifient que Israël, les Etats-Unis ... reportent la responsabilité de l'échec sur les Palestiniens (voir le livre « *La guerre israélienne de l'information* » de Denis Sieffert et Joss Dray).

# Conclusion

Globalement, ces accords ont offert à Israël une **formule pour bloquer l'émergence d'un État palestinien et renforcer son occupation.**

**Le mécanisme-clé qui a permis tout cela, c'est la division de la Cisjordanie en trois zones, A, B et C**

L'échec du processus peut être attribué, entre autres à :

- l'absence de toute volonté israélienne de reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien de la part des gouvernements israéliens successifs ;
- la partialité du médiateur américain dans les négociations ;
- la faiblesse du mouvement national palestinien.

## Ce que le processus d'Oslo a apporté

- une **reconnaissance mutuelle** entre l'OLP et Israël (même déséquilibrée);
- un **retrait partiel** de l'armée israélienne des territoires, des principales villes palestiniennes et des camps de réfugiés palestiniens (même si l'armée se réservait le droit de faire des incursions partout et à n'importe quel moment);
- le **retour en Palestine de la direction de l'OLP** (à Gaza et en Cisjordanie);
- l'élection d'une **Autorité nationale palestinienne** (même sans souveraineté véritable);
- **une sortie de l'invisibilité des Palestiniens et de la Palestine** (on ne pouvait plus dire que les Palestiniens, « cela n'existe pas », dixit Golda Meir).

# Ce que le processus d'Oslo a apporté

- **la fin de la tutelle israélienne sur les services de santé, sociaux, éducatifs etc.;**
- **la naissance d'institutions palestiniennes**, avec un Parlement, des ministères, une Présidence, etc. (même si 28 députés et 2 ministres ont été emprisonnés rapidement ; certains sont encore en prison, dont Marwan Barghouti, chef du Fatah);
- **le découpage de la Cisjordanie en plusieurs zones (Oslo II)** avec des enclaves palestiniennes, des check points, des colonies, des routes de contournement qui empêchent toute vie normale.

## Ce que le processus d'Oslo a apporté

- un contrôle intégral des frontières terrestres, maritimes et aériennes des territoires palestiniens ;
- un contrôle permanent des mouvements des personnes ou des biens, entièrement soumis à l'approbation israélienne ;
- la poursuite de l'accaparement de terres palestiniennes et des destructions de maisons et d'infrastructures palestiniennes ;

## D. Actualité et Alternatives aux Accords d'Oslo

Promulgation par Israël d'un certain nombre de lois qui aggravent la situation :

- « loi de Jérusalem » (1980) : déclare Jérusalem « capitale éternelle et indivisible de l'Etat d'Israël » (à l'opposé de ce qui était prévu dans le partage de 1947 par l'ONU) ;
- « loi de régularisation » (2017) : légalise **rétroactivement** l'établissement de colons sur les terres privées palestiniennes (alors que les colonies sont toutes illégales selon le droit international) ;
- fin 2017, résolution par le Comité central du Likoud : en faveur de l'annexion définitive de la zone C (zone qui devait revenir à l'Autorité Palestinienne comme les zones A & B) ;
- la « loi fondamentale sur l'Etat nation du peuple juif » (2018) a érigé la colonisation en « valeur nationale ». (un des éléments qui justifient que l'on parle d' « apartheid ».

## D. Actualité et Alternatives aux Accords d'Oslo

- Une Autorité Palestinienne **sans véritable souveraineté**.
- Le renforcement de la **dépendance économique** complète vis-à-vis d'Israël.
- 2002 : **Initiative de paix de la Ligue des Etats arabes refusée par Israël** (plan de paix saoudien qui proposait le retrait total de l'armée contre la paix totale)
- 2003 : **Feuille de route pour la paix du Quartet** (UE, ONU, USA, Russie) **pour le Moyen Orient** : visait une solution à 2 États, la création d'un État palestinien indépendant et la paix en 2005 : **a été abandonnée**. Le Quartet n'a exercé ni pressions, ni sanctions et de fait, a cessé de s'impliquer.
- 2005 : **Retrait des colonies de Gaza mais blocus illégal et inhumain et contrôle des frontières maritimes avec restrictions des zones de pêche**.
- Le **droit international a été mis hors-jeu**. Israël a pu s'affranchir du coût politique et financier de son occupation prolongée du territoire palestinien.

## D. Actualité et Alternatives aux Accords d'Oslo

Depuis 2017, changement du rôle des USA avec l'élection de D Trump :

- Reconnaissance de la légalité des colonies et donc accélération de l'annexion du territoire palestinien.
- Reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël.
- Déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem.
- Arrêt du financement américain de l'UNRWA.
- Fermeture du bureau de la représentation de l'OLP à Washington.

## D. Actualité et Alternatives aux Accords d'Oslo

- Plusieurs mouvements politiques palestiniens continuent de **revendiquer la création de l'État palestinien**, même s'ils reconnaissent son caractère irréaliste.
- **Rôle de l'UE** : il faudrait que l'ensemble des Etats membres reconnaissent enfin la Palestine et que l'UE en vienne à une politique de sanctions sévères pour forcer Israël à se conformer au droit international.
- **Modifier le mandat qui définit les rôles de l'AP.**

## D. Actualité et Alternatives aux Accords d'Oslo

- Reformier l'union nationale palestinienne et organiser des élections législatives.
- Dépasser les Accords d'Oslo par la reconnaissance pleine et entière de la Palestine par les Nations Unies.

Cette reconnaissance au sein de l'AG de l'ONU serait une initiative capable d'offrir :

- une avancée symbolique affirmant le caractère inaliénable du droit à un Etat palestinien ;
- la construction progressive de l'Etat palestinien dans les lignes de 1967 comme une réalité juridique incontournable ;
- la mise à disposition de nouveaux outils diplomatiques et légaux pour parvenir à mettre fin à l'occupation et à régler les différends avec Israël (accès à la Cour Pénale Internationale, etc.) .



Colonie de Har Homa, une véritable ville,  
face à Bethléem – anciennement une  
colline couverte de la plus belle forêt de la  
Palestine

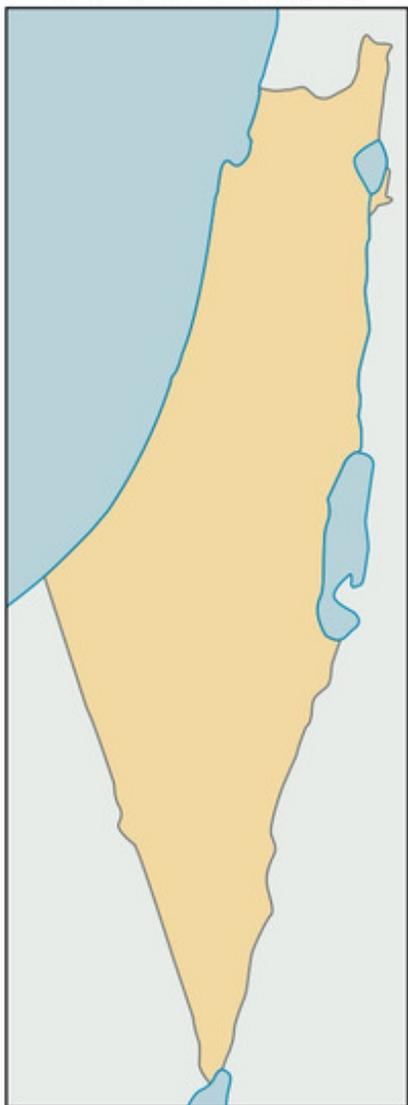
Le mur de 10 mètres encercle la ville de Qalqilya



# Destroying the Two-State Solution

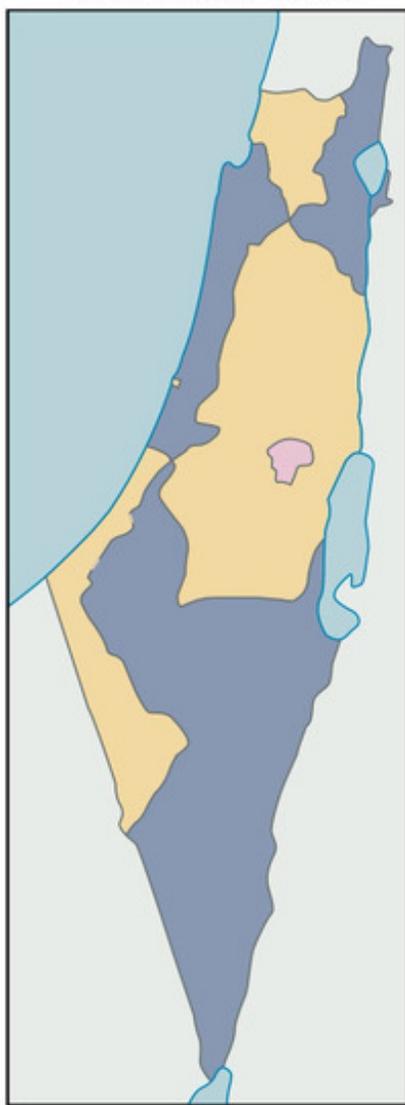
**Pre-1948**

100% of Historic Palestine



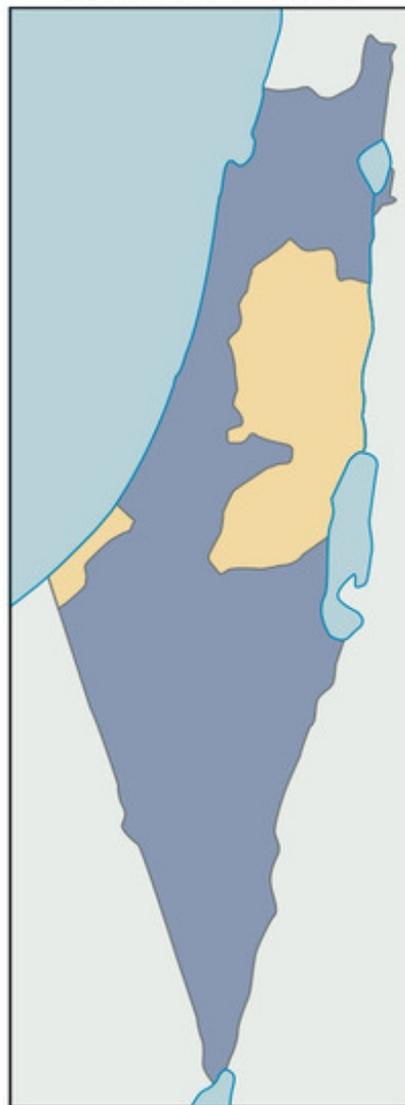
**1947 UN Partition Plan**

48% of Historic Palestine



**1967 Pre-Occupation Border**

22% of Historic Palestine



**Israel's Wall**

12% of Historic Palestine

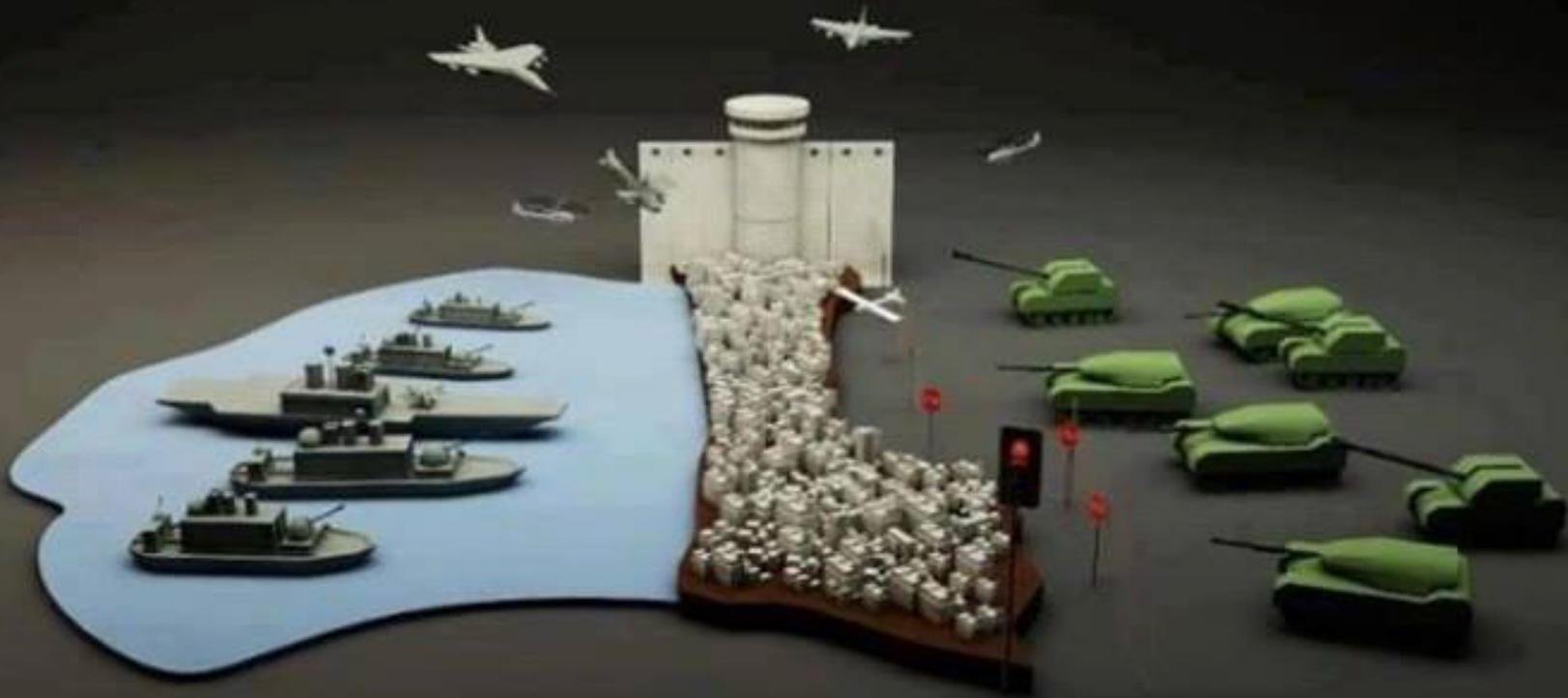


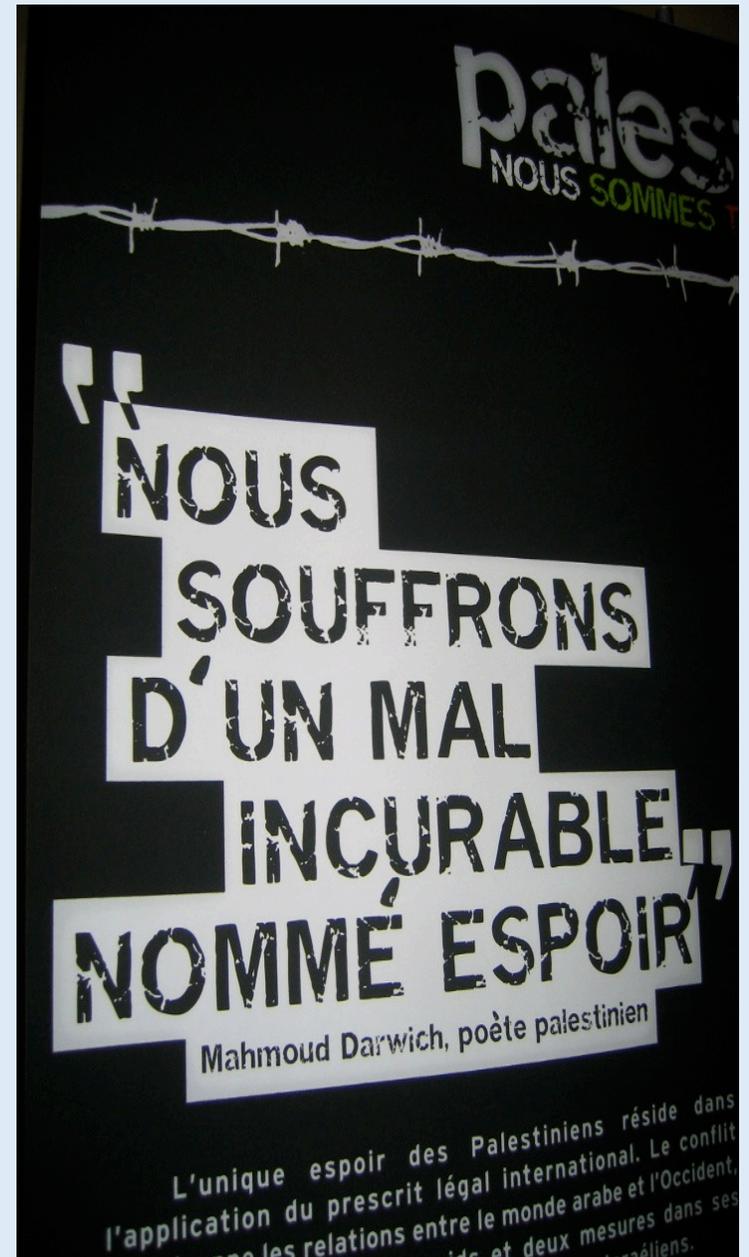
■ Israel   ■ Palestine   ■ Corpus Separatum



L' « archipel » Palestine qui manifeste clairement son découpage en de multiples enclaves non reliées entre elles ...

# GAZA : JUST IMAGINE !





# SOURCES

**Livres**, dont :

*Israël, Palestine. Vérités sur un conflit*, Alain Gresh

*La Palestine expliquée à tout le monde*, Elias Sanbar

*La Palestine d'Oslo*, Julien Salingues

*La guerre israélienne de l'information*, Denis Sieffert, Joss Dray

*Le péché originel d'Israël. L'expulsion des Palestiniens revisitée par les nouveaux historiens*, Dominique Vidal

*La nouvelle guerre médiatique israélienne*, Denis Sieffert

**Articles** de :

Gidéon Lévy, Amira Hass, Jonathan Cook, Julien Salingue, Edward Saïd, et bien d'autres ...

**Merci de votre bonne attention et**

**Merci de prendre quelques minutes pour  
l'évaluation:**



**<http://paixjuste.lu/go/>**

# Questions - Réponses

# Résolutions 181,194,242,338 de l'ONU

- Résolution **181** (1947) : recommande le partage de la Palestine en un État juif, un État arabe et une zone « *sous régime international particulier* » (Jérusalem & Bethléhem).
- Résolution **194** (1948) : droit au **retour des réfugiés**.
- Résolution **242** (1967) : exige « *le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés et le respect et la reconnaissance de la souveraineté de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région, et leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues* ».
- Résolution **338** (1973) : réaffirme la validité de la résolution 242 et appelle au cessez-le-feu et à des négociations en vue « *d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient* ».

# Le Protocole de Paris (1995)

- Loin de donner à la partie palestinienne les moyens de l'autonomie et la possibilité de s'émanciper de la domination économique israélienne, ce protocole entérine le fait que **l'économie des territoires palestiniens est subordonnée à l'économie d'Israël**.
- Ces arrangements imposent **la loi de la libre concurrence** (loi du marché et libre entreprise) entre une économie moderne et dominante et une économie dominée et déformée par plus de 20 ans d'occupation militaire.
- Les arrangements économiques d'Oslo, régis par le Protocole de Paris de 1995, ont également **privé les Palestiniens de leur autonomie financière**.
- La direction de l'Autorité Palestinienne hérite du monopole sur la **redistribution des taxes reversées par Israël** (sur les importations et sur les salaires des Palestiniens employés en Israël) et **sur les aides internationales** ; mais, dans les faits, Israël les retient très souvent et les utilise comme moyen de pression.

# L'OLP : organisation de libération de la Palestine

L'OLP est une **organisation palestinienne politique et paramilitaire**, créée en **1964** à Jérusalem. Elle s'est illustrée par des **actions armées contre Israël dès 1965**. **Idéologie : lutte pour un Etat palestinien**.

L'OLP est composée de plusieurs organisations palestiniennes, dont le **Fatah**, le **Front Populaire de Libération de la Palestine** (FPLP), et le **Front démocratique pour la Libération de la Palestine** (FDLP). Le Fatah en est la principale force dominante au sein des institutions de l'Autorité palestinienne et exerce le pouvoir depuis 1994. La plupart des hauts dirigeants sont issus de ce mouvement.

En 1969 : le Fatah se déclare en faveur d'un état unique démocratique et laïque avec les mêmes droits pour tous.

L'Autorité (24 membres) est nommée par la direction de l'OLP mais sa composition doit être approuvée par Israël.

# Et le Hamas ?

- Est un **mouvement de résistance islamique** à l'occupation israélienne (issu des Frères Musulmans), qui comprend une branche armée et une branche politique).
- Créé en **1987** et après avoir revendiqué l'instauration d'un État islamique sur toute la Palestine mandataire, **il demande aujourd'hui « l'établissement d'un État palestinien entièrement souverain et indépendant dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem pour capitale »**.
- Entre 1993 et 2005, il a revendiqué des **attentats suicides avant d'y renoncer**.
- **Il s'est clairement opposé aux Accords d'Oslo** qui qui représentaient à ses yeux l'abandon des droits nationaux palestiniens.
- Après les élections de 2006, une **guerre fratricide** provoque des morts tant du côté du Fatah que du Hamas ... On attend aujourd'hui de nouvelles élections.